

Greenpeace voudrait que le Gouvernement modifie fondamentalement son approche relative sur la réglementation des CFC dans les domaines suivants :

1. le calendrier,
2. la liste des substances réglementées,
3. l'échange de renseignements,
4. les substituts sans danger pour l'environnement.

Greenpeace espère que le gouvernement du Canada jouera le rôle de chef de file au sein de la communauté internationale dans la résolution de ce problème en suivant ces recommandations et en évitant le piège de laisser les industries polluantes fausser le débat.